



**COMMUNE DE
ROMANEL-SUR-MORGES**

RÈGLEMENT DU CONSEIL GÉNÉRAL

20 novembre 2014

RÈGLEMENT DU CONSEIL GÉNÉRAL COMMUNE DE ROMANEL-SUR-MORGES

Les articles ou partie d'articles en italiques reproduisent les textes légaux cantonaux en vigueur et ne peuvent être modifiés.

TITRE PREMIER Du conseil et de ses organes

CHAPITRE PREMIER Formation du conseil

Article premier

Composition du conseil

art. 143, 145 Cst-VD
art. 5 LC
art. 5 LEDP

¹ *Pour être admis au conseil général, il faut être électeur au sens de l'article 5 LEDP, domicilié dans la commune et avoir prêté serment.*

² *Celui qui perd la qualité d'électeur dans la commune, est réputé démissionnaire. La démission est effective à compter du jour où l'intéressé est radié du registre des électeurs.*

³ *Tous les membres du corps électoral peuvent faire partie du conseil général, sauf les membres de la Municipalité.*

⁴ *Toute désignation de personne, de statut, de fonction ou de profession utilisée dans le présent règlement s'applique indifféremment aux femmes et aux hommes.*

Art. 2

Réclamations

art. 8 LC

Les réclamations relatives à la perte ou à l'acquisition de la qualité de membre du conseil sont portées devant la municipalité, avec recours au Conseil d'Etat.

Art. 3

Installation

art. 83 ss LC

Le conseil est installé par le préfet, conformément aux articles 83 ss LC.

Art. 4

Serment

art. 9 LC

Avant d'entrer en fonction, les membres du conseil prêtent le serment suivant :

« Vous promettez d'être fidèle à la constitution fédérale et à la constitution du canton de Vaud, de maintenir et de défendre la liberté et l'indépendance du pays.

Vous promettez d'exercer votre charge avec conscience, diligence et fidélité, de contribuer au maintien de l'ordre, de la sûreté et de la tranquillité publics, d'avoir, dans tout ce qui sera discuté, la justice et la vérité devant les yeux, de veiller à la conservation des biens communaux et de remplir avec intégrité et exactitude les diverses fonctions que la loi vous attribue ou pourra vous attribuer. »

Art. 5

Organisation

art. 89 LC
art. 10 à 12 LC

Après la prestation du serment par les membres du conseil, celui-ci procède, sous la présidence du préfet, à la nomination de son président et du secrétaire, qui entrent immédiatement en fonctions. Le conseil nomme ensuite les autres membres du bureau.

Art. 6

Entrée en fonction
art. 92 LC

L'installation du conseil et de la municipalité, ainsi que la formation du bureau du conseil ont lieu avant le 30 juin suivant les élections générales. Ces autorités entrent en fonction le 1^{er} juillet.

Art. 7

Serment des absents
art. 90 LC

¹ *Les membres absents du conseil général et de la municipalité, de même que ceux élus après une élection complémentaire, sont assermentés devant le conseil par le président de ce corps, qui en informe le préfet. Le président leur impartit un délai après l'échéance du délai de réclamation ou de recours prévu par la législation en matière d'exercice des droits politiques.*

² *En cas d'urgence, ils peuvent prêter serment devant le bureau.*

³ *Le conseiller municipal qui ne prête pas serment dans le délai impartit par le président est réputé démissionnaire.*

CHAPITRE II

Organisation du conseil

Art. 8

Bureau
art. 10 LC

¹ *Le conseil nomme chaque année dans son sein :*

- a. un président ;*
- b. un ou deux vice-présidents ;*
- c. deux scrutateurs et deux suppléants*

² *Il nomme pour la durée de la législature son secrétaire, lequel peut être choisi en dehors du conseil.*

Art. 9

Nomination

art. 11 LC

¹ *Le président, le ou les vice-présidents et le secrétaire sont nommés au scrutin individuel secret ; les scrutateurs sont élus au scrutin de liste, leurs suppléants également. Ces élections ont lieu à la majorité absolue au premier tour et à la majorité relative au second.*

² *Les bulletins blancs sont pris en compte dans le calcul de la majorité absolue.*

³ *En cas d'égalité de suffrage, le sort décide.*

⁴ *Lorsque le nombre de candidats est égal à celui des sièges à repourvoir, l'élection peut s'opérer tacitement. Mention est faite au procès-verbal.*

Art. 10

Secrétaire du conseil, limitations
art. 12 LC

¹ *Le secrétaire municipal n'est pas éligible aux diverses fonctions mentionnées à l'article 8. Il peut toutefois être élu secrétaire du conseil.*

² *Le secrétaire du conseil ne doit pas être conjoint, partenaire enregistré, personne menant de fait une vie de couple, parent ou allié en ligne directe ascendante ou descendante, ou frère ou sœur du président.*

Art. 11

Archives

Le conseil a ses archives particulières, distinctes de celles de la municipalité. Les archives se composent de tous les registres, pièces, titres et documents qui concernent le conseil.

Art. 12

Huissiers

Le conseil est servi par les huissiers de la municipalité.

CHAPITRE III

Attributions et compétences

Section I Du Conseil

Art. 13

Attributions

art. 146 Cst-VD
art. 4 LC

- ¹ *Le conseil délibère sur :*
1. *le contrôle de la gestion ;*
 2. *le projet de budget et les comptes ;*
 3. *les propositions de dépenses extrabudgétaires ;*
 4. *le projet d'arrêté d'imposition ;*
 5. *l'acquisition et l'aliénation d'immeubles, de droits réels immobiliers et d'actions ou parts de sociétés immobilières. Le conseil peut accorder à la municipalité une autorisation générale de statuer sur les aliénations et les acquisitions en fixant une limite ;*
 6. *la constitution de sociétés commerciales, d'associations et de fondations, ainsi que l'acquisition de participations dans des sociétés commerciales et l'adhésion à de telles entités. Pour de telles acquisitions ou adhésions, le conseil peut accorder à la municipalité une autorisation générale, le chiffre 5 s'appliquant par analogie. Une telle autorisation générale est exclue pour les autres sociétés et autres entités citées à l'article 3a LC ;*
 7. *l'autorisation d'emprunter et les cautionnements, le conseil pouvant laisser dans les attributions de la municipalité le choix du moment ainsi que la détermination des modalités de l'emprunt ;*
 8. *l'autorisation de plaider (sous réserve d'autorisations générales qui peuvent être accordées à la municipalité) ;*
 9. *le règlement du personnel communal et la base de sa rémunération ;*
 10. *les placements (achats, ventes, emplois) de valeurs mobilières qui ne sont pas de la compétence de la municipalité en vertu de l'article 44, chiffre 2, de la loi sur les communes ;*
 11. *l'acceptation de legs et de donations (sauf s'ils ne sont affectés d'aucune condition ou charge), ainsi que l'acceptation de successions, lesquelles doivent au préalable avoir été soumises au bénéficiaire d'inventaire. Pour de telles acceptations, le conseil peut accorder à la municipalité une autorisation générale, le chiffre 5 s'appliquant par analogie;*

12. les reconstructions d'immeubles et les constructions nouvelles, ainsi que la démolition de bâtiments. Il s'agit ici d'immeubles, constructions et bâtiments faisant partie du patrimoine communal ;
13. l'adoption des règlements, sous réserve de ceux que le conseil a laissés dans la compétence de la municipalité ;
14. la fixation des indemnités éventuelles des membres du conseil, des membres des commissions, du président et du secrétaire du conseil, du syndic et des membres de la municipalité (art. 16) ;
15. toutes les autres compétences que la loi lui confie.

² Les délégations de compétences prévues aux chiffres 5, 6, 8 et 11 sont accordées pour la durée d'une législature et jusqu'au 31 décembre de l'année du renouvellement intégral des autorités communales, à moins qu'elles ne figurent dans un règlement arrêté par le conseil. La municipalité doit rendre compte, à l'occasion du rapport sur sa gestion, de l'emploi qu'elle a fait de ses compétences.

Art. 14

Nombre des
membres de la
municipalité
art. 47 LC

Le conseil fixe le nombre des membres de la municipalité. Il peut le modifier pour la prochaine législature. Sa décision doit alors intervenir au plus tard le 30 juin de l'année précédant le renouvellement intégral des autorités communales.

Art. 15

Sanctions
art. 100 LC

¹ Lorsque le conseil, la municipalité ou un membre de ces autorités est outragé par un tiers se trouvant dans la salle, le coupable est expulsé par les agents de la force publique.

² S'il s'agit d'un fait paraissant constituer un délit, procès-verbal est dressé ; la cause est instruite et jugée selon les règles de la procédure pénale.

Section II Du bureau du Conseil

Art. 16

Composition du
bureau
art. 10 LC

¹ Le bureau du conseil est composé du président et de deux scrutateurs.

² Sont également membres du bureau le(s) vice-président(s) et les deux scrutateurs suppléants.

Art. 17

Aucun membre du bureau ne peut faire partie d'une commission à la nomination de laquelle il a concouru en cette qualité.

Art. 18

Procès-verbal,
archives

¹ Le bureau, par l'intermédiaire de son président, est chargé du contrôle de la rédaction du procès-verbal. Il veille à ce que les archives soient tenues en bon ordre, les rapports des commissions et les pièces qui si rattachent classés et conservés avec soin et les registres tenus à jour.

² Il fait chaque année un rapport sur l'état dans lequel se trouvent les archives.

³ Il préside à la remise des archives d'un secrétaire à son successeur.

Art. 19

Le bureau est chargé de la police de la salle des séances.

Section III Du président du Conseil

Art. 20

Sceau du conseil

Le président a la garde du sceau du conseil.

Art. 21

Convocation

art. 13 et 14 LC

¹ *Le président convoque le conseil par écrit. La convocation doit mentionner l'ordre du jour établi d'entente entre le bureau et la municipalité.*

² *Le préfet doit être avisé du jour de la séance et en connaître l'ordre du jour.*

³ *Aucun vote sur le fond ne peut avoir lieu sur un objet non porté à l'ordre du jour.*

Art. 22

Attributions du
président durant la
séance

Le président fait connaître à l'assemblée la série des objets dont elle doit s'occuper. Il ouvre la discussion, la dirige et la clôt. Il pose la question et la soumet à la votation. Il préside au dépouillement des votes et des élections et en communique le résultat au conseil.

Art. 23

Le président accorde la parole. En cas de refus, elle peut être demandée à l'assemblée.

Art. 24

¹ Lorsque le président veut parler comme membre du conseil, il se fait remplacer à la présidence par l'un des vice-présidents.

² Il ne peut reprendre la présidence qu'après la votation sur le point en discussion.

Art. 25

Vote du président

¹ Le président prend part aux votes et aux élections qui ont lieu au scrutin secret.

² Dans les autres cas, il ne vote que pour déterminer la majorité, s'il y a égalité de suffrages, aux conditions fixées à l'art. 35b LC.

Police de
l'assemblée

Art. 26

¹ Le président exerce la police de l'assemblée. Il rappelle à la question l'orateur qui s'en écarte. Il adresse une observation aux membres qui troublent l'ordre ou qui manquent au respect dû aux conseillers et aux membres de la municipalité.

² Si le rappel à l'ordre ne suffit pas, le président peut retirer la parole à l'orateur.

³ Si le président ne peut obtenir l'ordre, il a le droit de suspendre ou de lever la séance.

⁴ Le membre rappelé à l'ordre ou auquel on a retiré la parole peut recourir à l'assemblée.

Art. 27

Empêchement du
président

En cas d'empêchement, le président est remplacé par le premier vice-président, celui-ci par le second et, en cas d'absence simultanée de ceux-ci, par un des membres du bureau ou par un président ad hoc désigné par l'assemblée pour la séance.

Section IV Des scrutateurs

Art. 28

Attributions des
scrutateurs durant la
séance

Les scrutateurs sont chargés du dépouillement du scrutin. Ils comptent les suffrages lors de votations. En cas de vote par appel nominal, ils prennent note des votes et en communiquent le résultat au président.

Section V Du secrétaire

Art. 29

Attributions du
secrétaire

¹ Le secrétaire signe avec le président les actes du conseil, aux conditions fixées à l'art. 71a LC.

² Le secrétaire est chargé du contrôle des absences. Il est responsable des archives du conseil.

³ Lorsqu'un secrétaire quitte ses fonctions, remise est faite des archives au bureau du conseil par le secrétaire ou ses ayants cause.

⁴ Lorsqu'un nouveau secrétaire est nommé, la remise des archives lui est faite par le bureau.

⁵ Dans l'un et l'autre cas, il est dressé procès-verbal des opérations du bureau ; ce procès-verbal, signé par les membres du bureau et par le secrétaire, est communiqué au conseil.

⁶ En cas d'absence du secrétaire, celui-ci peut être remplacé par un membre du bureau.

Art. 30

Le secrétaire rédige les lettres de convocation mentionnées à l'article 21 et pourvoit à leur expédition. Il rédige le procès-verbal et en donne lecture, si demandé. Il fait l'appel nominal et procède à l'inscription des absents. Il expédie aux présidents des commissions la liste des membres qui les composent et leur remet les pièces relatives aux affaires dont elles doivent s'occuper. Il prépare les extraits du procès-verbal qui doivent être expédiés à la municipalité.

Art. 31

A chaque séance, le secrétaire fait déposer sur le bureau le règlement du conseil, le budget de l'année courante et tout ce qui est nécessaire pour écrire.

Art. 32

Le secrétaire est chargé de la tenue des divers registres du conseil qui sont :

- a) un onglet ou registre avec répertoire renfermant les procès-verbaux des séances et les décisions du conseil ;
- b) un ou des registres contenant l'état nominatif des membres du conseil ;
- c) un classeur renfermant les préavis municipaux, rapports des commissions et communications diverses, par ordre de date et répertoire ;
- d) un registre où se consigne la remise des pièces qui sortent des archives, ainsi que leur rentrée.

CHAPITRE IV

Des commissions

Art. 33

¹ Toute commission est composée de trois membres au moins.

² *Sont nécessairement renvoyées à l'examen d'une commission toutes les propositions de la municipalité au conseil ; ces propositions doivent être formulées par écrit. La municipalité peut se faire représenter dans la commission, avec voix consultative, par l'un de ses membres, ou par un collaborateur.*

³ Le président du conseil ne peut donner d'instruction à une commission, ni assister à ses séances.

Art. 34

¹ *Le conseil élit une commission de gestion chargée d'examiner la gestion et les comptes de l'année écoulée.*

² Cette commission est composée de 5 membres. Ils sont désignés pour une année et sont rééligibles. Le membre ayant siégé le plus longtemps au sein de la commission en devient président, et la quitte à la fin de l'année.

Composition et attributions

art. 35 LC

Commission de gestion

art 93c LC

art. 34 RCom

³ Aucun membre du personnel communal ne peut en faire partie.

⁴ Au surplus, les articles 87 et suivants du présent règlement s'appliquent.

Art. 35

Commission des
finances

¹ Le conseil peut élire une commission des finances chargée d'examiner le budget, les dépenses supplémentaires, les propositions d'emprunt et le projet d'arrêté d'imposition.

² Cette commission est composée de 5 membres. Ils sont désignés pour une année et sont rééligibles. Le membre ayant siégé le plus longtemps au sein de la commission en devient président, et la quitte à la fin de l'année.

Art. 36

Commission
d'urbanisme

¹ Le conseil peut également élire une commission d'urbanisme chargée d'examiner les plans et règlements concernant l'aménagement du territoire et la police des constructions qui sont soumis au conseil, ainsi que les oppositions déposées.

² Cette commission est composée de 5 membres. Ils sont désignés pour une année et sont rééligibles. Le membre ayant siégé le plus longtemps au sein de la commission en devient président, et la quitte à la fin de l'année.

Art. 37

Les autres commissions du conseil sont :

a) les commissions ad hoc, soit :

1. les commissions nommées de cas en cas et chargées d'examiner les propositions des membres du conseil et les pétitions ou de préavis sur leur prise en considération ;
2. les commissions nommées de cas en cas et chargées d'examiner les propositions de la municipalité.

b) les commissions thématiques, nommées en principe pour la durée de la législature, à l'exception de la commission d'urbanisme.

Art. 38

Nomination des
commissions

¹ Sous réserve de la nomination de la commission de gestion, de la commission des finances, de la commission d'urbanisme ainsi que des commissions thématiques, les commissions sont désignées en règle générale par le bureau *et désignent elles-mêmes leurs présidents*.

² Les commissions s'organisent elles-mêmes. *Elles peuvent édicter un règlement d'organisation.*

³ Lorsque l'assemblée nomme elle-même une commission, elle y procède au scrutin de liste, à la majorité absolue au premier tour et à la majorité relative au second. Les bulletins blancs sont pris en compte dans le calcul de la majorité absolue. Si l'assemblée y consent, la nomination d'une commission peut être votée à main levée.

Art. 39

¹ La commission rapporte à une date subséquente. L'assemblée ou le bureau peut, le cas échéant, lui impartir un délai pour le dépôt de son rapport.

² La commission ne peut rapporter à la séance où elle a été constituée, sauf cas d'urgence reconnu par une décision du conseil à la majorité des trois quarts des membres présents.

Art. 40

¹ Les commissions doivent remettre leur rapport au Président du conseil, au moins 48 heures avant la séance. Elles déposent le rapport signé le jour de la séance sur le bureau du conseil.

² Lorsqu'une commission ne peut faire son rapport au jour dit, elle prévient le président du conseil, lequel en informe ce dernier.

Art. 41

Constitution

¹ Le premier membre d'une commission la convoque. Il est en principe rapporteur. Toutefois, les commissions peuvent se constituer elles-mêmes.

² La municipalité est informée de la date des séances de toute commission.

Art. 42

Quorum

¹ Les commissions ne peuvent valablement délibérer que si la majorité de leurs membres est présente.

² *Les commissions délibèrent à huis clos.*

³ *Les décisions sont prises à la majorité absolue des membres présents. Le président prend part au vote. En cas d'égalité des voix, son vote est prépondérant.*

⁴ En règle générale, les commissions tiennent leurs séances à la salle des commissions de l'administration communale.

Art. 43

Le droit à l'information des membres des commissions est réglé aux articles 40h et 40c LC.

Les membres des commissions sont soumis au secret de fonction, aux conditions prévues aux articles 40i et 40d LC.

Art. 44

Observations des membres du conseil

Chaque membre du conseil a le droit d'adresser par écrit ses observations à toute commission chargée d'un rapport.

Art. 45

Rapport

¹ Le rapport ne peut être fait verbalement que sur autorisation de la commission et du président du conseil. Les conclusions doivent toujours être écrites.

² Tout membre d'une commission a le droit de présenter un rapport de minorité.

TITRE II

Travaux généraux du conseil

CHAPITRE PREMIER

Des assemblées du conseil

Art. 46

Convocation
art. 13 et 14 LC

¹ Le conseil s'assemble à la maison de commune. Il est convoqué par écrit par son président, à défaut son vice-président ou, en cas d'empêchement de ceux-ci, par un des membres du bureau. Cette convocation a lieu à la demande de la municipalité, du président sous avis à la municipalité, ou du cinquième des membres du conseil.

² La convocation doit être expédiée dans le plus bref délai, mais au moins cinq jours à l'avance, cas d'urgence réservés. Elle est affichée au pilier public. La convocation doit contenir l'ordre du jour. Aucun vote sur le fond ne peut avoir lieu sur un objet non porté à l'ordre du jour.

Art. 47

Absences et
sanctions
art. 98 LC

¹ Chaque membre du conseil est tenu de se rendre à l'assemblée, lorsqu'il est régulièrement convoqué.

² Les membres du conseil qui, en dépit d'un avertissement, négligeraient leur devoir de prendre part aux séances, peuvent être frappés d'une amende dans la compétence municipale.

³ La cloche sonne un quart d'heure avant l'heure fixée par la convocation du conseil.

⁴ Au début de la séance, il est fait un appel nominal.

⁵ Il est pris note des absents, en distinguant les absences excusées de celles qui ne le sont pas.

Art. 48

Quorum
art. 15 LC

Le conseil ne peut délibérer qu'autant que les membres présents forment le tiers du nombre total de ses membres.

Art. 49

Publicité
art. 15 LC

¹ Les séances du conseil sont publiques. L'assemblée peut toutefois décider le huis clos en cas de justes motifs, notamment en présence d'un intérêt public ou d'intérêts privés prépondérants.

² En cas de huis clos, toute personne qui n'occupe pas une fonction officielle dans la salle doit se retirer.

³ Les personnes présentes sont tenues au secret des délibérations.

Art. 50

Appel

¹ S'il est constaté par l'appel nominal que le quorum fixé à l'article 47 est atteint, le président déclare la séance ouverte.

² Lorsque l'assemblée n'est pas en nombre, elle se sépare jusqu'à nouvelle convocation.

Art. 51

Procès-verbal

¹ Le procès-verbal de la séance précédente, adopté par le bureau et signé par le président et le secrétaire, est envoyé en même temps que la convocation.

² Sa lecture intégrale ou partielle peut être demandée.

³ Si une rectification est proposée, le conseil décide.

⁴ Le procès-verbal est inséré dans le registre ou onglet des procès-verbaux et conservé aux archives.

Art. 52

Opérations

¹ Après ces opérations préliminaires, le conseil entend la lecture des lettres et des pétitions qui sont parvenues au président depuis la dernière séance, ainsi que les communications de la municipalité. Il passe ensuite à l'ordre du jour.

² Les objets prévus à l'ordre du jour et non liquidés sont reportés, dans le même ordre, en tête de l'ordre du jour de la séance suivante.

³ L'ordre des opérations peut être modifié par décision du conseil, notamment sur proposition de la municipalité.

Art. 53

Assermentations

Les assermentations ont lieu avant les débats, soit après les points statutaires.

Art. 54

Récusation

art. 40j LC

¹ *Un membre du conseil ne peut prendre part à une décision ou à une discussion lorsqu'il a un intérêt personnel ou matériel à l'affaire à traiter. Il doit se récuser spontanément ou, à défaut, être récusé par un membre du conseil ou par le bureau. Le conseil statue sur la récusation.*

² *Les décisions sur la récusation et sur l'affaire à traiter sont prises à la majorité des membres restant du conseil. Dans ce cas, l'article 48 qui précède n'est pas applicable.*

³ *Il est fait mention de la récusation au procès-verbal et sur l'extrait de décision.*

Art. 55

Le bureau peut tenir un registre des intérêts.

Art. 56

¹ *Les membres du conseil, de la municipalité et de l'administration communale ne doivent ni accepter, ni solliciter, ni se faire promettre des libéralités ou d'autres avantages directement ou indirectement liés à l'exercice de leur fonction, que ce soit pour eux-mêmes ou pour des tiers.*

² *Font exception les libéralités ou les avantages usuels de faible valeur.*

CHAPITRE II

Droits des conseillers et de la municipalité

Art. 57

Droit d'initiative
art. 30 LC

Le droit d'initiative appartient à tout membre du conseil, ainsi qu'à la municipalité.

Art. 58

Postulat, motion et
projet rédigé
art. 31 LC

Chaque membre du conseil peut exercer son droit d'initiative :

- a. *en déposant un postulat, c'est-à-dire en invitant la municipalité à étudier l'opportunité de prendre une mesure ou de faire une proposition dans un domaine particulier et de dresser un rapport ;*
- b. *en déposant une motion, c'est-à-dire en chargeant la municipalité de présenter une étude sur un projet déterminé ou un projet de décision de compétence du conseil général ;*
- c. *en proposant lui-même un projet de règlement ou de modification d'un règlement ou de partie de règlement ou un projet de décision de compétence du conseil*

Art. 59

art. 32 LC

¹ *Lorsqu'un membre veut user de son droit d'initiative, il remet sa proposition par écrit au président.*

² *La proposition est développée séance tenante ou dans la prochaine séance.*

³ *Le bureau du conseil examine si la proposition est recevable. Si, après avoir entendu l'auteur, un doute subsiste, le bureau peut :*

- statuer ;
- demander à la municipalité ses déterminations, puis trancher en tenant compte de celles-ci

Art. 60

art. 33 LC

¹ *Après avoir entendu l'auteur de la proposition, la municipalité et le président sur la proposition, le conseil statue immédiatement après délibération.*

² *Il peut soit :*

- a. *renvoyer la proposition à l'examen d'une commission chargée de préavis sur la prise en considération et le renvoi à la municipalité, si un cinquième des membres le demande ;*
- b. *prendre en considération immédiatement la proposition et la renvoyer à la municipalité, éventuellement assortie d'un délai particulier.*

³ *L'auteur de la proposition peut la retirer ou la modifier jusqu'à ce que le conseil se prononce sur sa prise en considération.*

⁴ L'auteur de la proposition fera partie de la commission chargée de préavis sur la prise en considération.

⁵ *Une fois prise en considération, la municipalité doit impérativement la traiter et y répondre dans les deux mois, ou, à défaut, dans l'année qui suit le dépôt de la proposition par :*

a. *un rapport sur le postulat ;*

b. *l'étude ou le projet de décision demandé dans le cadre de la motion ou ;*

c. *un préavis sur le projet de règlement ou de décision proposé.*

⁶ La municipalité peut assortir d'un contre-projet les projets de décision ou de règlement soumis au conseil en application de l'art. 60 alinéa 5 lettres b et c du présent règlement.

⁷ Les propositions qui, selon la municipalité, contreviennent aux exigences prévues par l'article 32 alinéa 4 LC font l'objet d'un rapport de celle-ci.

⁸ En présence d'un contre-projet de la municipalité, la discussion est d'abord ouverte sur le projet, puis ensuite sur le contre-projet. Une fois la discussion close, le projet est soumis au vote, puis le contre-projet. En cas de double acceptation, le projet et le contre-projet sont opposés. Les conseillers expriment leur préférence. La proposition qui obtient le plus de voix l'emporte. En cas de double refus, le projet et le contre-projet sont rejetés.

Art. 61

Interpellation
art. 34 LC

¹ *Chaque membre du conseil peut, par voie d'interpellation, demander à la municipalité une explication sur un fait de son administration. Il informe, par écrit, le président de l'objet de son interpellation. Si celle-ci est appuyée par cinq membres au moins, elle est développée séance tenante ou dans la prochaine séance.*

² *La municipalité répond immédiatement ou, au plus tard, dans la séance suivante.*

³ *La discussion qui suit se termine par l'adoption d'une résolution, laquelle ne doit pas contenir d'injonction, ou par le passage à l'ordre du jour.*

Art. 62

Simple question

¹ Un membre du conseil peut adresser une simple question ou émettre un vœu à l'adresse de la municipalité..

² *La municipalité y répond dans le délai prévu à l'article 61 alinéa 2 du présent règlement. Il n'y a pas de vote ni de résolution.*

CHAPITRE III

De la pétition

Art. 63

Dépôt et examen

- ¹ *Le conseil examine les pétitions qui lui sont adressées.*
- ² *Tout dépôt d'une pétition est annoncé au conseil lors de sa prochaine séance.*
- ³ *Les pétitions dont les termes sont incompréhensibles, inconvenants, injurieux ou illisibles sont classées sans suite.*
- ⁴ *Si la pétition porte sur une attribution de la municipalité ou sur une compétence exhaustivement attribuée par la loi à une autorité cantonale ou fédérale, elle est transmise sans délai à l'autorité compétente, sous réserve des dispositions prévues à l'article 65, alinéa 2.*
- ⁵ *Si la pétition relève de la compétence du conseil, elle est renvoyée à l'examen d'une commission.*

Art. 64

Tâches de la commission

- ¹ *La commission détermine l'objet de la pétition en recueillant tous renseignements utiles, le cas échéant, après avoir sollicité l'avis de la municipalité.*
- ² *Elle entend en règle générale le ou les pétitionnaires ou leurs représentants.*
- ³ *Elle demande le préavis de toute autre commission déjà chargée de traiter d'affaires en relation avec l'objet de la pétition. Elle peut se dessaisir de la pétition pour la transmettre à une autre commission moyennant le consentement de cette dernière.*

Art. 65

- ¹ *Lorsque l'objet de la pétition entre dans les attributions du conseil, la commission rapporte à ce dernier en proposant :*
 - a. *la prise en considération ; ou*
 - b. *le rejet de la prise en considération et le classement.*
- ² *Lorsque la pétition concerne une attribution de la municipalité ou une compétence exhaustivement attribuée par la loi à une autorité cantonale ou fédérale, la commission rapporte au conseil en proposant le renvoi sans délai à l'autorité compétente. Dans ce cas, le conseil peut demander à la municipalité de l'informer de la suite donnée à la pétition.*

Art. 66

Quelle que soit la suite donnée à la pétition, il y sera répondu.

art 31 Cst-VD

CHAPITRE IV

De la discussion

Art. 67

Rapport de la
commission

¹ Au jour fixé pour le rapport d'une commission, le préavis de la municipalité ayant été communiqué, le rapporteur donne lecture :

- a. de la proposition ou de la pétition soumise à l'examen de la commission ;
- b. des pièces à l'appui, si elles sont jugées nécessaires pour éclairer la discussion ;
- c. du rapport de la commission. Ce rapport doit conclure à la prise en considération, à l'acceptation, à la modification, au renvoi ou au rejet de la proposition.

² Sur la proposition de la commission, le rapporteur peut être dispensé par le conseil de la lecture de tout ou partie de ces différentes pièces, si celles-ci ont été imprimées et remises aux membres du conseil dans un délai d'au moins 5 jours à l'avance. En tout état de cause, le rapporteur doit donner lecture des conclusions de son rapport.

Art. 68

Discussion

¹ Après cette lecture, les pièces mentionnées à l'article précédent sont remises au président, qui ouvre immédiatement la discussion, sauf décision contraire de l'assemblée.

² Si la demande en est faite, la discussion porte d'abord exclusivement sur la question d'entrée ou de non entrée en matière, qui est alors soumise au vote du conseil avant qu'il puisse être procédé sur le projet lui-même.

Art. 69

¹ La discussion étant ouverte, chaque membre peut demander la parole au président qui l'accorde suivant l'ordre dans lequel chacun l'a demandée.

² Sauf les membres de la commission et ceux de la municipalité, nul ne peut obtenir une seconde fois la parole tant qu'un membre de l'assemblée qui n'a pas encore parlé la demande.

Art. 70

¹ Aucun membre ne peut parler assis, à moins qu'il n'en ait obtenu la permission du président.

² L'orateur ne doit pas être interrompu ; l'article 26 est toutefois réservé.

Art. 71

¹ Lorsque l'objet en discussion embrasse dans son ensemble diverses questions qui peuvent être étudiées successivement, la discussion est ouverte sur chacun des articles qu'il renferme, sauf décision contraire de l'assemblée.

² Une votation éventuelle intervient sur chacun des articles.

³ Il est ouvert ensuite une discussion générale, suivie d'une votation sur l'ensemble de la proposition telle qu'elle a été amendée dans la votation sur les articles.

Art. 72

Amendements

¹ *Les propositions de décisions ou de règlement portées devant le conseil peuvent faire l'objet d'amendements. Les amendements peuvent faire l'objet d'amendements (sous-amendements).*

² Ils doivent être présentés par écrit ou dictés au secrétaire avant d'être mis en discussion.

³ Un amendement ou un sous-amendement peut être retiré par son auteur tant qu'il n'a pas été voté. Il peut toutefois être repris par un autre membre de l'assemblée.

⁴ *Peuvent proposer des amendements :*

a. *les commissions chargées d'examiner les propositions portées devant le conseil ;*

b. *les membres du conseil ;*

c. *la municipalité.*

Art. 73

Motion d'ordre

¹ Toute opération du conseil peut être interrompue par une motion d'ordre qui concerne le débat, sans toucher à son fond même.

² Si cette motion est appuyée par cinq membres, elle est mise en discussion et soumise au vote.

Art. 74

Renvoi

¹ Si la municipalité ou le cinquième des membres présents demande que la votation n'intervienne pas séance tenante, cette proposition est adoptée de plein droit.

² Le renvoi de la votation ne peut avoir lieu qu'une fois pour la même affaire, sauf décision de l'assemblée, prise à la majorité absolue.

³ A la séance suivante, la discussion est reprise.

Art. 75

¹ Sur décision de la majorité des membres présents, le conseil peut poursuivre la discussion au-delà de minuit ou dans les 24 heures qui suivent.

² Il n'y a alors ni convocation, ni nouvel ordre du jour, ni assermentation. Un seul procès-verbal est établi pour l'ensemble de la séance.

CHAPITRE V

De la votation

Art. 76

Votation

¹ La discussion étant close, le président passe au vote. Il propose l'ordre dans lequel il entend faire voter. En cas de contestation, l'assemblée décide.

² Dans les questions complexes, la division a lieu de droit si elle est demandée.

³ Dans tous les cas, les sous-amendements sont mis aux voix en premier lieu, puis les amendements, les uns, le cas échéant, opposés aux autres, enfin la proposition principale amendée ou non.

⁴ Le président a soin d'avertir que les votes sur les amendements laissent toujours entière la liberté de voter sur le fond.

⁵ La proposition de passer à l'ordre du jour et celle du renvoi ont toujours priorité.

⁶ *La votation se fait, en principe, à main levée. Le président n'y participe pas. En cas de doute, le président passe à la contre-épreuve. En cas d'égalité, il tranche.*

⁷ *Le vote électronique est assimilable au vote à main levée. Il peut être utilisé pour le vote à l'appel nominal.*

⁸ *En cas de vote à main levée, la votation a lieu à l'appel nominal à la demande d'un conseiller appuyé par un cinquième des membres. En cas d'égalité, le président tranche*

⁹ La votation a lieu au scrutin secret à la demande d'un conseiller appuyé par un cinquième des membres présents. En cas de vote à bulletin secret, le président prend part au vote. En cas d'égalité, l'objet soumis est réputé refusé.

¹⁰ Le bureau délivre à chaque conseiller présent un bulletin. Les bulletins délivrés sont comptés. Le bureau les recueille ensuite, puis le président proclame la clôture du scrutin.

¹¹ Si le nombre des bulletins recueillis est supérieur à celui des bulletins délivrés, le vote est nul.

Art. 77

Résultat

¹ En cas de votation, le projet est admis s'il obtient plus de la moitié des suffrages valablement exprimés.

² En cas de votation au scrutin secret, les bulletins blancs et nuls n'entrent pas en considération pour l'établissement de la majorité.

³ En cas de votation à mains levées ou à l'appel nominal, les abstentions n'entrent pas en considération pour l'établissement de la majorité.

Art. 78

Quorum

Lorsque le dépouillement d'un scrutin ou la vérification de l'état de la salle établissent que l'assemblée n'atteint pas le quorum, la votation est déclarée nulle.

Art. 79

Second débat

¹ Lorsque, immédiatement après l'adoption d'un projet à l'ordre du jour, le tiers des membres présents demande que cet objet soit soumis à un second débat, il doit être procédé à ce dernier dans la plus proche séance.

² Le second débat peut avoir lieu immédiatement si, en cas d'urgence, les deux tiers des membres présents le demandent.

Art. 80

Retrait du projet

La municipalité peut retirer un projet qu'elle a déposé tant que celui-ci n'a pas été adopté définitivement par le conseil.

Art. 81

Aucune décision ne peut être annulée dans la séance où elle a été prise. L'article 79, alinéa 2 est réservé.

TITRE III

Budget, gestion et comptes

CHAPITRE PREMIER

Budget et crédits d'investissement

Art. 82

Budget de
fonctionnement

art. 4 LC
art. 5ss RCom

¹ Le conseil autorise les dépenses courantes de la commune par l'adoption du budget de fonctionnement que la municipalité lui soumet.

² Il autorise en outre la municipalité à engager des dépenses supplémentaires.

Art. 83

art. 11 RCom

¹ La municipalité ne peut engager des dépenses imprévisibles et exceptionnelles que jusqu'à concurrence d'un montant et selon les modalités fixées par le conseil au début de la législature.

² Ces dépenses sont ensuite soumises à l'approbation du conseil.

Art. 84

art. 8 RCom

La municipalité remet le projet de budget au conseil au plus tard au 15 novembre de chaque année. Ce projet est renvoyé à l'examen d'une commission.

Art. 85

art. 9 RCom

Le vote sur le budget intervient avant le 15 décembre.

Art. 86

Les amendements au budget comportant la création d'un poste ou la majoration de plus de 10% d'un poste existant ne peuvent être adoptés avant que la municipalité et la commission se soient prononcées.

Art. 87

(art. 9 RCom)

Si le budget n'est pas adopté avant le début de l'exercice, la municipalité ne peut engager que les dépenses indispensables à la bonne marche de l'administration.

Art. 88

Crédits
d'investissement

art. 14 et 16 RCom

¹ Tout investissement fait l'objet d'un préavis indiquant son but, le montant du crédit, le mode de financement, la durée d'amortissement et les charges d'exploitation qu'il entraîne. L'article 13, alinéa 1, chiffre 5 est réservé.

² Lorsqu'un crédit est épuisé, toute dépense supplémentaire doit être portée à la connaissance du conseil par voie de communication écrite. Elle est ensuite soumise à son approbation dans les meilleurs délais.

Art. 89

Plan d'investissement des dépenses
art. 18 RCom

La municipalité établit annuellement le plan des dépenses d'investissement. Ce plan est présenté au conseil, en même temps que le budget de fonctionnement ; il n'est pas soumis au vote.

Art. 90

Plafond d'endettement
art. 143 LC

¹ *Au début de chaque législature, le conseil détermine un plafond d'endettement dans le cadre de la politique des emprunts.*

² *Ce plafond d'endettement peut être modifié en cours de législature moyennant autorisation du Conseil d'Etat.*

CHAPITRE II

Examen de la gestion et des comptes

Art. 91

Rapport de la municipalité
art. 93c LC
art. 34 RCom

¹ *Le rapport de la municipalité sur la gestion et les comptes arrêtés au 31 décembre précédent, accompagnés, le cas échéant, du rapport et du rapport-attestation du réviseur, sont remis au conseil au plus tard le 31 mai de chaque année et renvoyés à l'examen de la commission de gestion.*

² *La municipalité expose, dans son rapport, la suite donnée aux observations sur la gestion qui ont été maintenues par le conseil l'année précédente.*

³ *Le rapport sur la gestion est accompagné du budget de l'année correspondante. Il mentionne également les dépenses supplémentaires autorisées par le conseil dans le courant de l'année (art. 82 al. 2), ainsi que les dépenses imprévisibles et exceptionnelles (art. 83).*

Art. 92

art. 35 RCom

La commission de gestion est compétente pour procéder à l'examen de la gestion et des comptes de la commune et, cas échéant, du rapport et du rapport-attestation du réviseur.

Art. 93

art. 93^e LC
art. 35a RCom

¹ *Les restrictions prévues par l'article 40 c LC ne sont pas opposables aux membres des commissions de surveillance dans le cadre de l'exercice de leur mandat de contrôle de la gestion et des comptes, sauf celles qui découlent d'un secret protégé par le droit supérieur.*

² *Sous réserve des restrictions par l'alinéa premier, la municipalité est tenue de fournir aux commissions de surveillance tous les documents et renseignements nécessaires à l'exercice de leur mandat. Constituent notamment de tels documents ou renseignements :*

a. *les comptes communaux, établis conformément aux règles fixées par le Conseil d'Etat selon l'article 93a LC ;*

- b. le rapport-attestation au sens de l'article 93c LC et le rapport de l'organe de révision ;
- c. toutes les pièces comptables de l'exercice écoulé ;
- d. toutes les pièces relatives à la gestion administrative de la municipalité ;
- e. les extraits de procès-verbaux et les décisions issues des procès-verbaux de la municipalité ;
- f. tous les renseignements portant sur l'exercice écoulé ;
- g. l'interrogation directe des membres de tout dicastère ou service de la municipalité, mais en présence d'une délégation de cette autorité.

³ En cas de divergence entre un membre d'une commission de surveillance et la municipalité quant à l'étendue du droit à l'information, l'article 40 c alinéa 3 LC est applicable. Ainsi, le membre du conseil ou la municipalité peut saisir le préfet du district, qui conduit la conciliation entre le conseiller et la municipalité. En cas d'échec de conciliation, le préfet statue. Le recours prévu à l'article 145 LC est réservé.

Art. 94

art. 93f LC
art. 36 RCom

La municipalité a le droit d'être entendue sur la gestion et sur les comptes.

Art. 95

Le rapport écrit et les observations éventuelles de la commission sont communiqués à la municipalité qui doit y répondre dans les dix jours.

Art. 96

Communication au conseil

art. 93d LC
art. 37 RCom

Le rapport écrit et les observations éventuelles de la commission et, le cas échéant, de la commission des finances, les réponses de la municipalité et les documents visés à l'article 92 sont soit communiqués en copie à chaque conseiller, dix jours au moins avant la délibération, soit tenus pendant dix jours à la disposition des membres du conseil.

Art. 97

art. 93g LC
art. 37 RCom

Le vote sur la gestion et les comptes intervient au plus tard le 30 juin.

Art. 98

¹ Le conseil délibère séparément sur la gestion et sur les comptes.

² Les réponses de la municipalité au sujet desquelles la discussion n'est pas demandée sont considérées comme admises par le conseil.

³ S'il y a discussion, le conseil se prononce sur le maintien de tout ou partie de l'observation, mais sans pouvoir la modifier.

Art. 99

L'original des comptes arrêtés par le conseil est renvoyé à la municipalité pour être déposé aux archives communales, après avoir été visé par le préfet.

TITRE IV

Dispositions diverses

CHAPITRE PREMIER

Initiative populaire

Art. 100

La procédure de traitement d'une initiative populaire par le conseil est réglée par les articles 106 ss LEDP.

CHAPITRE II

Des communications entre la municipalité et le conseil, et vice-versa de l'expédition des documents

Art. 101

Les communications du conseil à la municipalité se font par extrait du procès-verbal, sous le sceau du conseil et la signature du président et du secrétaire, ou de leur remplaçant.

Art. 102

Les communications de la municipalité au conseil se font verbalement, au cours d'une séance, ou par écrit, sous le sceau de la municipalité et la signature du syndic et du secrétaire ou de leur remplaçant désigné par la municipalité.

Art. 103

¹ Les règlements définitivement arrêtés par le conseil sont transcrits dans le registre prévu à l'article 32, lettre a.

² Les expéditions nécessaires des décisions du conseil, revêtues de la signature du président et du secrétaire ou de leur représentant désigné par le conseil et munies du sceau du conseil, en sont faites à la municipalité dans les meilleurs délais.

CHAPITRE III

De la publicité

Art. 104

art. 15 LC

¹ Sauf huis clos (voir article 49), les séances du conseil sont publiques

² Des places sont réservées au public.

Art. 105

¹ Tout signe d'approbation ou d'improbation est interdit au public.

² Le bureau peut, au besoin, faire évacuer les personnes qui troublent la séance.

CHAPITRE IV

Dispositions finales

Art. 106

¹ Le présent règlement entre en vigueur dès son approbation par la Cheffe du Département des Institutions et de la Sécurité. Il abroge le règlement du 1^{er} octobre 2006.

² Il sera imprimé et un exemplaire en sera remis à chaque membre du conseil.

Ainsi adopté en séance du conseil général de Romanel-sur-Morges le 29 octobre 2014.

AU NOM DU CONSEIL GENERAL

La Présidente

Mireille Polet



La Secrétaire

Nathalie Matthey de L'Endroit

Adopté par la Cheffe du Département des Institutions et de la Sécurité,

en date du 11 NOV 2014




TABLE GENERALE DES MATIERES

TITRE PREMIER :	Du conseil et de ses organes , articles 1 ^{er} à 44
TITRE II :	Travaux généraux du conseil , articles 45 à 76
TITRE III :	Budget, gestion et comptes , articles 77 à 94
TITRE IV :	Dispositions diverses , articles 95 à 101

TABLE DES ABREVIATIONS

Cst-VD :	Constitution du 14 avril 2003 du Canton de Vaud (RSV 101.01)
LC :	Loi du 28 février 1956 sur les communes (RSV 175.11)
RCom :	Règlement sur la comptabilité des communes (RSV 175.31.1)
LEDP :	Loi sur l'exercice des droits politiques (RSV 160.01)

QUELQUES DEFINITIONS

Le postulat est une invitation à la municipalité d'étudier l'opportunité de prendre une mesure ou de faire une proposition dans un domaine particulier et de dresser un rapport. Le postulat n'a pas d'effet contraignant pour la municipalité, si ce n'est l'obligation d'analyser une situation et de rédiger un rapport. Le postulat peut porter sur une compétence du conseil général ou de la municipalité.

La motion est une demande à la municipalité de présenter une étude sur un objet déterminé ou un projet de décision du conseil général. La motion ne peut porter que sur une compétence du conseil général. La motion est contraignante, dans la mesure où elle a pour effet d'obliger la municipalité à présenter l'étude ou le projet de décision demandé. La municipalité peut accompagner le projet de décision demandé d'un contre-projet.

Le projet de règlement ou de décision du conseil est un texte complémentaire rédigé par l'auteur de la proposition. Le projet de règlement ou de décision proposé ne peut porter que sur une compétence du conseil général. La municipalité est obligée de rédiger un préavis sur le projet de règlement ou de décision proposé. La municipalité peut accompagner celui-ci d'un contre-projet.

L'interpellation est une demande d'explication adressée à la municipalité sur un fait de son administration. Elle ne comprend ni le pouvoir d'annuler ou de modifier les décisions municipales, ni celui d'adresser des instructions impératives à la municipalité. L'auteur de l'interpellation ou tout membre du conseil peut proposer à l'assemblée l'adoption d'une **résolution** à la fin de la discussion qui suit la réponse de la municipalité à l'interpellation. La **résolution** consiste en une déclaration à l'attention de la municipalité et n'a pas d'effet contraignant pour celle-ci.

L'amendement vise à modifier un texte en délibération. **Le sous-amendement** vise à modifier un amendement.

